



# CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Montrouge, le 6 novembre 2014

Résultats  
du troisième trimestre et des neuf premiers mois 2014

## Confirmation de la solidité du Groupe Crédit Agricole

- Bonne activité commerciale
- Poursuite de la baisse du coût du risque
- Nouveau renforcement des ratios de solvabilité
- Succès de l'évaluation AQR/Stress Test pour le Groupe Crédit Agricole

### Groupe Crédit Agricole\*

RNPG T3-14 : 1 463 millions d'euros (+2,1% / T3-13)

RNPG 9 mois 2014 : 3 588 millions d'euros (-6,6% / 9 mois 13)

Intégrant l'impact BES au deuxième trimestre 2014 pour -708 millions d'euros

Ratio CET1 Bâle 3 non phasé au 30 sept 2014 : 12,9% (+153pb / janv 14)

\* Crédit Agricole S.A. et Caisses régionales à 100%

### Crédit Agricole S.A.

RNPG T3-14 : 758 millions d'euros (+4,1% / T3-13)

Stabilité des revenus des métiers : -0,9% / T3-13\*\*

Maîtrise des frais généraux

Baisse du coût du risque des métiers: -19,0% / T3-13

RNPG 9 mois 2014: 1 643 millions d'euros (-13,2% / 9 mois 2013)

Intégrant l'impact BES au deuxième trimestre 2014 pour -708 millions d'euros

Ratio CET1 Bâle 3 non phasé au 30 sept 2014 : 10,1% (+160pb / janv 14)

\*\* hors DVA courant et couvertures de prêts

## Groupe Crédit Agricole

Le Conseil d'administration de Crédit Agricole S.A., réuni sous la présidence de Jean-Marie Sander le 5 novembre 2014, a examiné les comptes du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2014.

Il a tout d'abord analysé les résultats de l'exercice d'évaluation complète des bilans bancaires européens diligenté par la BCE. Pour Jean-Marie Sander, Président de Crédit Agricole S.A., les résultats de cet exercice sont positifs pour le Groupe qui peut largement absorber un stress sévère sans besoin additionnel de fonds propres. L'excédent de capital par rapport au seuil défini par la BCE le place au premier rang des banques de la zone euro. Les conclusions de l'AQR (*Asset Quality Review*) équivalent à -0,18 % sur le ratio CET1, confirmant la robustesse de la structure financière du Groupe.

Le résultat net part du groupe du groupe Crédit Agricole atteint 1 463 millions d'euros au troisième trimestre 2014, en hausse de 2,1% en un an. Sur les neuf premiers mois de l'année, période qui intègre l'impact de la résolution du BES, il s'élève à 3 588 millions d'euros.

Pour Jean-Paul Chifflet, Directeur général de Crédit Agricole S.A., ce bon résultat s'inscrit dans la tendance des trimestres précédents. Il provient d'une poursuite de la réduction du coût du risque et d'une activité commerciale toujours bien orientée dans l'ensemble des pôles-métiers malgré un environnement économique, réglementaire et fiscal difficile. Ainsi, au troisième trimestre 2014, le produit net bancaire progresse de 1,3% par rapport au troisième trimestre 2013 et le coût du risque baisse de 17,1% par rapport à ce même trimestre.

Après une année 2013 constituant une base de référence élevée en termes tant de revenus que de résultats, les Caisses régionales poursuivent le développement de leur activité dans un marché toujours peu porteur, conjuguant morosité économique et contexte réglementaire défavorable.

Leurs encours de collecte atteignent 596 milliards d'euros à fin septembre 2014 (+2,7% en un an), dont 350 milliards d'euros pour la collecte bilan qui progresse de 3,0% sur un an ; les encours de collecte hors bilan sont en hausse de 2,2%, bénéficiant de la hausse des encours d'assurance-vie à +4,3% sur un an.

Leurs encours de crédit atteignent 400 milliards d'euros à fin septembre 2014, progressant de 0,7% sur un an, bénéficiant principalement de la hausse de 2,3% des encours de crédit à l'habitat.

Le résultat net des Caisses régionales atteint 902 millions d'euros sur le troisième trimestre (-2,6% par rapport au trimestre correspondant de 2013) et 2 711 millions d'euros sur les neuf premiers mois (-2,0% par rapport aux neuf premiers mois 2013). La baisse du coût du risque, qui atteint un point bas à 10 points de base sur encours (contre 19 points de base au troisième trimestre 2013), vient partiellement compenser la baisse du produit net bancaire par rapport à une base du troisième trimestre 2013 très élevée.

Au cours du troisième trimestre 2014, la structure financière du Groupe s'est de nouveau renforcée.

En termes de solvabilité, le ratio *Common Equity Tier 1* Bâle 3 non phasé du Groupe atteint 12,9% à fin septembre 2014, en progression de 153 points de base depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2014. Cette forte progression repose sur le modèle économique du Groupe (accumulation de résultats et réinvestissement des dividendes), l'accroissement des plus-values latentes enregistrées en fonds propres et la poursuite des plans d'actions engagés depuis trois ans (cession d'activités, baisse des emplois pondérés).

Le ratio de levier phasé du groupe Crédit Agricole s'élève à 4,1% à fin septembre 2014, selon les modalités de la CRD4, et à 5,1% selon la méthodologie applicable en 2015 (acte délégué adopté par la Commission Européenne le 10 octobre 2014).

## Crédit Agricole S.A.

Le résultat net part du Groupe de Crédit Agricole S.A. au troisième trimestre 2014 s'élève à 758 millions d'euros, en hausse de 4,1% par rapport à celui du troisième trimestre 2013.

Cette progression du résultat dans un environnement économique toujours médiocre s'explique par une bonne résistance des revenus des métiers, par une stabilité des charges, et par la poursuite de la baisse du coût du risque des métiers.

En Banque de proximité en France, LCL maintient un bon niveau d'activité de collecte, avec une hausse sur un an de 2,8% des dépôts au bilan et une progression de 4,7% de l'assurance-vie ; l'activité de crédits progresse de 1,3%, toujours tirée par les prêts à l'habitat.

Les actifs gérés par l'ensemble des métiers de la gestion de l'épargne et de l'assurance progressent de 105 milliards d'euros sur un an, s'établissant à 1 229 milliards d'euros. Depuis le début de l'année, la hausse est de 85 milliards d'euros dont une collecte nette de 29 milliards d'euros.

La banque de financement et d'investissement enregistre une bonne progression de ses activités de financement et une contribution solide des activités de trésorerie qui compense les performances plus faibles des autres activités de la banque de marché et d'investissement notamment au mois d'août.

Les charges du trimestre sont stables par rapport au troisième trimestre de 2013. Les programmes de réduction des coûts mis en place ont permis d'absorber le surcroît de charges liées au plan de transformation chez LCL, l'intégration de nouvelles entités chez Amundi, ainsi qu'une hausse des taxes dans l'assurance. Ainsi le programme MUST, dont l'objectif est d'atteindre une baisse des charges de 650 millions d'euros à fin 2016, a permis de réaliser, depuis son lancement en 2012, des économies cumulées de 455 millions d'euros, dont 104 millions d'euros sur les trois premiers trimestres de 2014.

Ce trimestre confirme la poursuite de la baisse du coût du risque : -8,0% sur un an. Rapporté aux encours, le coût du risque revient à 50 points de base, soit 9 points de base de moins en un an. Cette tendance se retrouve en particulier dans la Banque de proximité en France, où le coût du risque sur encours ressort à 17 points de base chez LCL (contre 25 points de base un an plus tôt). Dans le domaine du crédit à la consommation, le coût du risque poursuit sa baisse dans la filiale italienne Agos Ducato. Dans la banque de financement, le coût du risque est très faible, s'établissant à 30 points de base. La Banque de proximité à l'international fait exception avec une hausse en Ukraine et en Italie.

Sur les 9 premiers mois de 2014, le résultat net part du Groupe s'élève à 1 643 millions d'euros, en baisse de 13,2% par rapport au résultat de la période correspondante de 2013, baisse intégralement imputable à la crise du BES de cet été.

La solidité financière de Crédit Agricole S.A. s'est encore renforcée avec un ratio CET1 non phasé de 10,1% à fin septembre 2014 contre 9,9% à fin juin 2014 ; ce ratio est calculé après prise en compte anticipée d'un milliard d'euros au titre de la *Prudent Valuation*, 300 millions d'euros supplémentaires ayant été ajoutés ce troisième trimestre.

Le ratio global phasé de Crédit Agricole S.A. s'établit à fin septembre 2014 à 19,2%, en hausse de 360 points de base depuis le début de l'année.

## Responsabilité sociale et environnementale

Le groupe Crédit Agricole réaffirme son engagement dans la lutte contre le changement climatique et multiplie les initiatives visant à soutenir une croissance économique faible en émission carbone.

Lors du Sommet sur le climat organisé par l'ONU le 23 septembre dernier, Jean-Yves Hocher, Directeur général délégué de Crédit Agricole S.A. et Directeur général de Crédit Agricole CIB, a présenté les quatre mesures que le Groupe - et plus particulièrement sa banque de financement et d'investissement (BFI) - s'engage à mettre en œuvre. Il s'agit de structurer plus de 20 milliards de dollars de nouveaux financements « verts » d'ici fin 2015 ; de mesurer et publier l'empreinte carbone des financements de la BFI ; d'intégrer des critères environnementaux et sociaux aux politiques de financement des secteurs représentant au total plus de 80% de cette empreinte et de proposer de nouveaux partenariats avec le secteur public pour financer la lutte contre le changement climatique.

Dans le même temps, Amundi a lancé une gamme innovante de produits construits autour d'indices à faible intensité carbone, les MSCI *Global Low Carbon Leaders Indexes*, en partenariat avec le Fonds de Réserve pour les Retraites (FRR) et le fonds de pension suédois AP4. Ces indices sont composés de sociétés ayant une exposition carbone sensiblement plus faible que la moyenne du marché. Cette gamme de produits est la première à traiter les deux dimensions de l'exposition au risque carbone : les émissions carbone et l'exploitation des ressources en énergies fossiles.

Ces actions contribueront à renforcer la performance de Responsabilité Sociale d'Entreprise (RSE) globale du groupe Crédit Agricole. Figurant déjà dans cinq indices RSE - FTSE4Good, NYSE Euronext Vigeo France 20, Vigeo Eurozone 120, Vigeo Europe 120, Vigeo World 120 - Crédit Agricole S.A. intègre le STOXX® Global ESG Leaders indices, qui regroupe une sélection des entreprises les plus performantes au monde au regard des critères ESG (environnement, social et gouvernance). L'agence de notation extra-financière Sustainalytics place le Groupe au 13<sup>e</sup> rang des 221 entreprises bancaires évaluées dans le monde. Le Groupe progresse dans l'ensemble des domaines ESG et fait partie désormais des « *industry leaders* », c'est-à-dire des 5% de sociétés les mieux notées.

### Agenda financier

18 février 2015	Publication des résultats du quatrième trimestre et de l'année 2014
6 mai 2015	Publication des résultats du premier trimestre 2015
20 mai 2015	Assemblée Générale
4 août 2015	Publication des résultats du deuxième trimestre et du premier semestre 2015
5 novembre 2015	Publication des résultats du troisième trimestre 2015

## RÉSULTATS CONSOLIDÉS DE CRÉDIT AGRICOLE S.A.

(en millions d'euros)	T3-14	Variation T3/T3*	9M-14	Variation 9M/9M*
Produit net bancaire	4 013	+4,0%	11 959	+2,1%
Charges d'exploitation	(2 764)	+0,0%	(8 250)	(0,3%)
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>1 249</b>	<b>+13,9%</b>	<b>3 709</b>	<b>+8,0%</b>
Coût du risque	(581)	(8,0%)	(1 705)	(16,2%)
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>668</b>	<b>+43,5%</b>	<b>2 004</b>	<b>+43,3%</b>
Sociétés mises en équivalence	296	(2,7%)	385	(59,2%)
Gains/pertes sur autres actifs	3	ns	11	(13,4%)
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	ns	-	ns
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>967</b>	<b>+25,8%</b>	<b>2 400</b>	<b>+2,0%</b>
Impôt	(94)	(21,0%)	(448)	+19,4%
Résultat net d'impôt sur activités arrêtées	-	ns	6	ns
<b>Résultat net de l'exercice</b>	<b>873</b>	<b>+6,0%</b>	<b>1 958</b>	<b>(9,6%)</b>
Participations ne donnant pas le contrôle	115	+21,2%	315	+15,3%
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>758</b>	<b>+4,1%</b>	<b>1 643</b>	<b>(13,2%)</b>

\* Retraité de la mise en équivalence des entités en intégration proportionnelle en 2013 et du passage en IFRS5 de Crelan

Le **produit net bancaire** atteint 4 013 millions d'euros au troisième trimestre 2014 et 11 959 millions d'euros sur les 9 premiers mois 2014. Il intègre des éléments spécifiques représentant globalement pour le troisième trimestre 2014 +57 millions d'euros, à comparer à -156 millions d'euros au troisième trimestre 2013. Ces éléments sont composés pour les deux trimestres du *spread* émetteur de Crédit Agricole CIB et celui lié aux contrats d'assurances en UC dans le pôle Activités hors métiers ainsi que du DVA running et des couvertures de prêts en Banque de financement et d'investissement ; s'y ajoute au troisième trimestre 2013 l'impact de la cession de Bankinter (143 millions d'euros enregistrés dans le pôle Activités hors métiers). Hors impacts comptables (DVA courant et couvertures de prêts), le produit net bancaire des métiers est en recul limité de 0,9%, recul s'expliquant pour moitié par des provisions épargne logement chez LCL en raison du contexte de taux bas.

Les **charges d'exploitation**, à 2 764 millions d'euros, sont stables par rapport au troisième trimestre 2013. Les économies réalisées au troisième trimestre 2014 dans le cadre du programme MUST s'élèvent à 40 millions d'euros, portant celles-ci à 455 millions d'euros depuis le lancement du programme en 2012, sur un objectif 2016 de 650 millions d'euros. Ces économies permettent d'absorber les dépenses comptabilisées sur le projet de transformation de LCL (+ 8 millions d'euros) et l'intégration par Amundi de nouvelles entités aux Etats-Unis, en Pologne et à Amsterdam (+7 millions d'euros). Au total, le coefficient d'exploitation s'établit à 68,9% au troisième trimestre 2014, en amélioration de 2,7 points par rapport au troisième trimestre 2013.

Le **coût du risque** reste modéré : à 581 millions d'euros, il est en baisse de 8,0% par rapport au troisième trimestre 2013. Le coût du risque des métiers s'inscrit en baisse marquée de 19,0% sur la même période, bénéficiant notamment de la réduction enregistrée dans la Banque de proximité en France et les métiers de financement. Une dotation aux provisions juridiques a été passée au troisième trimestre 2014 sur le pôle Activités hors métiers.

Rapporté aux encours, le coût du risque s'établit à 50 points de base, en données annualisées, à comparer à 59 points de base au troisième trimestre 2013 et 52 points de base au deuxième trimestre 2014. Dans la banque de proximité, le coût du risque chez LCL atteint un point bas (17 points de base contre 25 points de base au troisième

trimestre 2013) ; chez Cariparma, à 109 millions d'euros, il reste élevé, progressant de 18,2% au troisième trimestre 2014 par rapport au même trimestre de l'année précédente. Le crédit à la consommation parvient à réduire son coût du risque, notamment chez Agos Ducato. Dans cette filiale italienne, le coût du risque s'élève à 125 millions d'euros au troisième trimestre 2014, en baisse de 38,6% par rapport au troisième trimestre 2013. Toutes filiales de crédit à la consommation confondues, le coût du risque annualisé atteint 252 points de base au troisième trimestre 2014, contre 316 points de base au troisième trimestre 2013. Dans la banque de financement et d'investissement, le coût du risque reste faible. Le coût du risque sur encours de la banque de financement s'élève à 30 points de base.

L'encours des créances dépréciées (hors opérations de location financement avec la clientèle et hors opérations internes au Crédit Agricole et créances rattachées) atteint 16,0 milliards d'euros et représente 3,9% des encours de crédit bruts sur la clientèle et les établissements de crédit, niveau stable par rapport au troisième trimestre 2013<sup>1</sup>. Les créances dépréciées sont couvertes par des provisions spécifiques à hauteur de 55,3%, à comparer à 57,9% au 30 septembre 2013<sup>1</sup>. Y compris les provisions collectives, le taux de couverture des créances dépréciées s'élève à 72,2% au troisième trimestre 2014.

Le **résultat des sociétés mises en équivalence** s'établit à 296 millions d'euros, auquel les Caisses régionales contribuent à hauteur de 212 millions d'euros.

Le **résultat avant impôt** s'élève ainsi à 967 millions d'euros, contre 771 millions d'euros au troisième trimestre 2013<sup>2</sup>.

Pour mémoire, la ligne **résultat net d'impôt des activités arrêtées** intégrait au troisième trimestre 2013 l'impact de la cession du courtier CLSA et du projet de cession de Newedge pour + 161 millions d'euros.

Au total, le **résultat net part du Groupe** de Crédit Agricole S.A. affiche pour le troisième trimestre 2014 un profit de 758 millions d'euros. Hors éléments comptables spécifiques (DVA courant, couvertures de prêts) et impact de la cession des courtiers au troisième trimestre 2013, le résultat net part du Groupe des métiers s'inscrit en progression de 12,3%.

## LA SOLVABILITE

Au 30 septembre 2014, le ratio CET1 non phasé de Crédit Agricole S.A. s'établit à 10,1%, à comparer à 9,9% au 30 juin 2014, en amélioration de 20 points de base sur un trimestre. Cette augmentation résulte à la fois de la hausse du capital CET1 de 0,2 milliard d'euros et de la diminution de 3,7 milliard des emplois pondérés qui s'établissent ainsi à 287,6 milliards d'euros à fin septembre.

Au troisième trimestre, la progression du capital CET1 est liée notamment à l'impact du résultat conservé de 0,4 milliard d'euros (+13 points de base) et la hausse des plus-values latentes de 0,2 milliard d'euros (soit +6 points de base) du fait de la persistance de taux bas. La provision pour *Prudent Valuation* a été augmentée de 0,3 milliard d'euros (-10 points de base) au cours du trimestre pour atteindre 1 milliard d'euros. La baisse des emplois pondérés résulte pour l'essentiel d'une baisse du risque de crédit et du risque de marché dans la Banque de financement et d'investissement. Le ratio global phasé de Crédit Agricole S.A. s'établit à 19,2% au 30 septembre 2014, en amélioration de 360 points de base par rapport au 1<sup>er</sup> janvier 2014.

Crédit Agricole S.A. a réalisé au cours du troisième trimestre 2014 une émission de AT1 de 1,25 milliard de dollars USD (soit environ 1 milliard d'euros), portant à 3,8 milliards d'euros<sup>3</sup> le total de capital AT1 émis depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2014.

<sup>1</sup> Pro forma des reclassements en IFRS5 : Crelan, Newedge, CA Bulgarie et entités nordiques de CACF, CAL Hellas et CA Immobilier au 30/06/2013 ; Crelan et CAL Hellas au 31/12/2013

<sup>2</sup> Retraité de la mise en équivalence des entités en intégration proportionnelle en 2013 et du passage en IFRS5 de Crelan

<sup>3</sup> Net des frais d'émission

## LA LIQUIDITE

Le bilan cash du groupe Crédit Agricole s'élève à 1 034 milliards d'euros à fin septembre 2014, à comparer à 1 039 milliards d'euros à fin décembre 2013 et à 1 049 milliards d'euros à fin septembre 2013.

L'excédent de ressources stables sur emplois durables s'élève à 89 milliards d'euros au 30 septembre 2014, correspondant à un taux de couverture de 111%. Cet excédent est en hausse de 18 milliards d'euros par rapport au 31 décembre 2013.

Au 30 septembre 2014, les réserves de liquidité après décote couvrent 173% de l'endettement court terme brut, contre 168% au troisième trimestre 2013 et à fin décembre 2013. Elles s'élèvent à 248 milliards d'euros au 30 septembre 2014. Le ratio LCR du Groupe est supérieur à 110% à la même date.

Les principaux émetteurs du groupe Crédit Agricole ont émis 25,8 milliards d'euros de dette senior dans le marché et les réseaux au cours des neuf premiers mois 2014. Pour sa part, Crédit Agricole S.A. a levé 10,2 milliards d'euros au cours de cette même période, principalement au premier semestre. Par ailleurs, Crédit Agricole S.A. a réalisé depuis le début de l'année trois émissions d'Additional Tier 1 pour un équivalent de 3,9 milliards d'euros.

## RÉSULTATS PAR PÔLE D'ACTIVITÉ

### 1. PÔLE BANQUE DE PROXIMITÉ EN FRANCE

#### 1.1. - CAISSES RÉGIONALES DE CRÉDIT AGRICOLE

(en millions d'euros)	T3-14	Variation T3/T3	9M-14	Variation 9M/9M
Résultat net mis en équivalence (à environ 25%)	216	(7,1%)	677	(0,6%)
Complément dans la quote-part de résultat	(4)	ns	148	(2,9%)
Quote-part de résultats des mises en équivalence	212	(10,0%)	825	(1,1%)

Les Caisses régionales poursuivent le développement de leurs activités dans un marché toujours peu porteur, la morosité économique s'ajoutant au contexte réglementaire défavorable.

Les encours de collecte atteignent 596 milliards d'euros à fin septembre 2014 (+2,7% en un an), dont 350 milliards d'euros pour la collecte bilan qui progresse de 3,0% sur un an. Par rapport à fin septembre 2013, la croissance de la collecte bilan est tirée par les livrets (+3,3%), les dépôts à vue (+4,2%) et les encours d'épargne logement qui progressent de 4,5%. Seuls les comptes et dépôts à terme enregistrent une baisse sur cette période, de 0,8%. Les encours de collecte hors bilan affichent une hausse de 2,2% entre septembre 2013 et septembre 2014, bénéficiant essentiellement de la hausse de 4,3% des encours d'assurance-vie.

Les encours de crédit s'élèvent à 400 milliards d'euros au 30 septembre 2014, en progression de 0,7% sur un an. Ils reflètent des évolutions contrastées selon les marchés. Les encours de crédit à l'habitat progressent de 2,3% par rapport à septembre 2013, tandis que le crédit à la consommation et les prêts aux petites et moyennes entreprises et professionnels sont en recul de respectivement 3,6% et 3,1%.

Le ratio crédit/collecte<sup>1</sup> s'établit à 115% à fin septembre 2014, en amélioration de près de 1 point de pourcentage par rapport à celui de fin décembre 2013.

<sup>1</sup> Méthodologie révisée à compter de mars 2014 ; décembre 2013 pro forma, intégrant les refinancements (BEI, CDC) et les UC obligataires en ressources clientèle ; crédits clientèle nettes des provisions individuelles

Le produit net bancaire des Caisses régionales (retraité des opérations intragroupe) s'établit à 3,3 milliards d'euros pour le troisième trimestre 2014. Il enregistre une baisse de 4,5% par rapport au niveau élevé du troisième trimestre 2013 qui bénéficiait de l'impact positif des rachats et remboursements anticipés de prêts, s'ajoutant à la baisse du coût de la collecte clientèle et des coûts de refinancement. Le produit net bancaire du troisième trimestre 2014 est par ailleurs impacté par la persistance des taux bas et l'aplatissement de la courbe des taux qui pèsent sur la marge d'intermédiation. De plus, les commissions sont affectées par le contexte réglementaire défavorable : elles diminuent de 3,4% au troisième trimestre 2014 par rapport au troisième trimestre 2013, baisse provenant essentiellement des commissions sur gestion de comptes et moyens de paiements qui reculent de 7,3%. Les commissions d'assurance sont en léger recul au troisième trimestre 2014 mais progressent de 0,3% sur les 9 premiers mois de l'année 2014 par rapport aux 9 premiers mois de 2013.

Les charges d'exploitation enregistrent une baisse de 0,5% par rapport au troisième trimestre 2013.

Au troisième trimestre 2014, le coût du risque sur encours est en baisse sensible, à 10 points de base contre 19 points de base en septembre 2013 et 22 points de base au deuxième trimestre 2014 ; il s'établit à -94 millions d'euros pour la période, soit une baisse de 49,7% par rapport au troisième trimestre 2013. L'encours total de provisions constituées au 30 septembre 2014 représente 105,6% des créances dépréciées, contre 105,7% à fin septembre 2013. Le taux de créances dépréciées est stable à 2,5% des encours bruts.

Le résultat d'exploitation s'établit à 1 328 millions d'euros au troisième trimestre 2014, à comparer à 1 382 millions d'euros au troisième trimestre 2013.

La variation du complément dans la quote-part de résultat ressort à -4 millions au troisième trimestre 2014 à comparer à une contribution positive de 3 millions au troisième trimestre 2013. Pour les 9 premiers mois de l'année 2014, elle baisse de 2,9% par rapport 9 premiers mois de l'année 2013 et s'établit à 148 millions d'euros. En conséquence, la contribution des Caisses régionales au résultat net part du Groupe de Crédit Agricole S.A. s'établit à 212 millions d'euros au troisième trimestre 2014 contre 235 millions au troisième trimestre 2013. Pour les 9 premiers mois de l'année 2014, elle s'établit à 825 millions d'euros et enregistre une baisse de 1,1% par rapport aux 9 premiers mois de l'année 2013.

## 1.2. - LCL

(en millions d'euros)	T3-14	Variation T3/T3	9M-14	Variation 9M/9M
Produit net bancaire	899	(4,6%)	2 790	(3,0%)
Charges d'exploitation	(634)	+1,4%	(1 893)	+1,2%
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>265</b>	<b>(16,4%)</b>	<b>897</b>	<b>(10,9%)</b>
Coût du risque	(41)	(31,9%)	(166)	(23,7%)
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>224</b>	<b>(12,8%)</b>	<b>731</b>	<b>(7,4%)</b>
Gains/pertes sur autres actifs	-	ns	-	ns
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>224</b>	<b>(12,6%)</b>	<b>731</b>	<b>(7,9%)</b>
Impôt	(81)	(8,9%)	(265)	(4,0%)
<b>Résultat net de l'exercice</b>	<b>143</b>	<b>(14,6%)</b>	<b>466</b>	<b>(10,1%)</b>
Participations ne donnant pas le contrôle	7	(15,7%)	23	(10,2%)
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>136</b>	<b>(14,6%)</b>	<b>443</b>	<b>(10,0%)</b>

LCL continue d'accompagner les particuliers dans le financement de leurs projets. Le troisième trimestre 2014 s'inscrit dans les tendances des trimestres précédents, associant la hausse de la collecte à une production maîtrisée des crédits.

Les encours de crédit progressent ainsi de 1,3% sur un an et s'élèvent à 90,4 milliards d'euros au 30 septembre 2014. Cette croissance est soutenue par les crédits à l'habitat qui, à 57,8 milliards d'euros, progressent de 3,2% sur un an.

Soutenues par une activité commerciale dynamique, les ressources clientèle atteignent 167,3 milliards d'euros, en hausse de 2,6% sur un an. Ainsi, les encours de collecte hors bilan augmentent de 2,3% sur un an, notamment grâce à la collecte sur l'assurance-vie (+4,7% sur la période). Les encours de bilan, pour leur part, sont en hausse de 2,8% sur un an, tirés par la progression des dépôts à vue (+8,1%).

Le ratio crédit/collecte s'établit à 110% à fin septembre 2014, un niveau stable par rapport au 30 juin 2014.

Le produit net bancaire du trimestre s'établit à 899 millions d'euros, en baisse de 2,2% par rapport au troisième trimestre 2013 après neutralisation de l'impact des provisions épargne-logement. Ceci s'explique par la baisse de la marge d'intérêts de 4,4% sur un an (hors provisions épargne-logement), en raison notamment du contexte de taux bas et de l'impact des rachats et remboursements anticipés qui avaient connu un pic aux deuxième et troisième trimestres 2013. La progression des commissions de 1,2% par rapport au troisième trimestre 2013 est portée notamment par les commissions sur assurances (+2,8% par rapport au troisième trimestre 2013) et sur gestion de compte et les moyens de paiement (+2,1% sur la même période).

Les frais généraux restent maîtrisés. Ils affichent une hausse de 1,4% par rapport au troisième trimestre 2013, intégrant les dépenses liées au Plan Moyen Terme. Ces dernières, liées au projet d'entreprise, s'élèvent à 8 millions d'euros au troisième trimestre 2014 après 11 millions d'euros au premier semestre. Le coefficient d'exploitation s'établit à 69,1% sur le troisième trimestre 2014.

Le coût du risque est en baisse de 31,9% par rapport au troisième trimestre 2013. Il témoigne d'une poursuite de l'amélioration du risque sur tous les marchés. Le taux de créances dépréciées sur encours ressort à 2,4%, stable par rapport à juin 2014. Le taux de couverture des créances dépréciées (y compris les provisions collectives) atteint 73,6% contre 74,0% au 30 juin 2014. Le coût du risque sur encours s'élève à 17 points de base sur le troisième trimestre 2014, contre 25 points de base au troisième trimestre 2013, atteignant un point bas.

Au total, le résultat net part du Groupe du trimestre s'établit à 136 millions d'euros, en baisse de 14,6% (et de 6,1% après neutralisation de l'impact des provisions épargne-logement) par rapport au troisième trimestre 2013. Il s'élève à 443 millions d'euros pour les neuf premiers mois de l'année.

## 2. PÔLE BANQUE DE PROXIMITÉ A L'INTERNATIONAL

Le pôle enregistre un **résultat net part du Groupe** de 47 millions d'euros au troisième 2014 contre un profit de 17 millions d'euros au troisième trimestre 2013. Pour les neuf premiers mois 2014, il ressort à -537 millions d'euros contre un profit de 70 millions d'euros pour les neuf premiers mois 2013. Pour mémoire, il intégrait au deuxième trimestre 2014 un impact de -708 millions d'euros en quote-part de sociétés mises en équivalence lié à la résolution du BES.

(en millions d'euros)	T3-14	Variation T3/T3	9M-14	Variation 9M/9M
Produit net bancaire	630	+4,3%	1 990	+10,1%
Charges d'exploitation	(364)	(0,5%)	(1 094)	(2,8%)
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>266</b>	<b>+11,7%</b>	<b>896</b>	<b>+31,4%</b>
Coût du risque	(156)	+30,4%	(556)	+27,8%
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>110</b>	<b>(7,1%)</b>	<b>340</b>	<b>+37,5%</b>
Sociétés mises en équivalence	-	ns	(719)	x9,9
Gains ou pertes nets sur autres actifs	-	ns	(2)	ns
Variations de valeur des écarts d'acquisition	-	ns	-	ns
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>110</b>	<b>+25,9%</b>	<b>(381)</b>	<b>ns</b>
Impôt	(37)	(26,9%)	(107)	+34,4%
Résultat net d'impôt des activités arrêtées	-	ns	14	+8,6%
<b>Résultat net de l'exercice</b>	<b>73</b>	<b>+92,2%</b>	<b>(474)</b>	<b>ns</b>
Participations ne donnant pas le contrôle	26	+29,3%	63	+33,3%
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>47</b>	<b>x2,6</b>	<b>(537)</b>	<b>ns</b>

### Contribution de Cariparma aux résultats de Crédit Agricole S.A.

(en millions d'euros)	T3-14	Variation T3/T3	9M-14 <sup>1</sup>	Variation 9M <sup>1</sup> /9M <sup>2</sup>
Produit net bancaire	410	+3,7%	1 219	+3,7%
Charges d'exploitation	(230)	+2,3%	(691)	(2,8%)
Coût du risque	(109)	+18,2%	(319)	+8,0%
<b>Résultat net</b>	<b>43</b>	<b>+21,0%</b>	<b>133</b>	<b>+15,0%</b>
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>32</b>	<b>+26,1%</b>	<b>96</b>	<b>+14,6%</b>

<sup>1</sup> Hors intégration des éléments comptabilisés par Cariparma dans ses comptes consolidés locaux au 31/12/2013, après la clôture des comptes de Crédit Agricole S.A., soit +80m€ en PNB, dont +92m€ de réévaluation des titres de la Banque d'Italie, et -109m€ de coût du risque ainsi que la fiscalité afférente à ces retraitements

<sup>2</sup> Après reclassement au T4-12 du complément de provision demandé par la Banque d'Italie, passé en AHM au T4-12 et dans la contribution de Cariparma au T1-13 (39 m€)

**En Italie**, Cariparma poursuit la transformation de son réseau et affiche des résultats en progression par rapport au troisième trimestre de l'année précédente. L'encours des crédits s'établit à 33,3 milliards d'euros au 30 septembre 2014, en hausse de 0,8% par rapport au 30 septembre 2013 dont +5,1% sur les crédits à l'habitat. L'encours global de collecte bilan atteint quant à lui 35,3 milliards d'euros. Ainsi, Cariparma présente un ratio crédits (nets des provisions individuelles) rapporté à la collecte de 89%. Par ailleurs, la collecte hors bilan de Cariparma s'élève à 56,1 milliards d'euros à fin septembre 2014 contre 51,4 milliards d'euros à fin septembre 2013. L'assurance-vie et les OPCVM sont toujours très dynamiques. Leur encours a progressé de 18,2% par rapport à fin septembre 2013.

Le produit net bancaire, en constante amélioration depuis le début de l'année 2013, progresse de 3,7% entre le troisième trimestre 2013 et le troisième trimestre 2014. Cette progression résulte à la fois de l'amélioration de la marge et de la hausse des commissions. La marge bénéficie de la baisse du coût moyen de la collecte et du placement de l'excédent de liquidité auprès des autres filiales italiennes. Les commissions, quant à elles, sont en hausse du fait de l'évolution de la collecte en hors bilan.

Les charges d'exploitation restent sous contrôle : elles augmentent de 2,3% au troisième trimestre par rapport au trimestre correspondant de 2013 mais sont en baisse de 2,8% sur les neuf premiers mois 2014 par rapport aux neuf premiers mois de l'année précédente.

Le coefficient d'exploitation poursuit sa baisse. Sur le trimestre, il s'établit à 56,1%, en baisse de 0,8 point par rapport au troisième trimestre 2013 et sur les neuf premiers mois de l'année, il ressort à 56,7%, en baisse de 3,8 points par rapport à la période correspondante de l'année précédente.

Le coût du risque s'établit sur le trimestre à 109 millions d'euros, en hausse de 18,2% par rapport au troisième trimestre 2013. Le ratio de créances dépréciées sur encours s'établit à 12,6%, avec un taux de couverture (y compris provisions collectives) de 44,2%.

Au total, le résultat net part du groupe de Cariparma s'établit à 32 millions d'euros sur le trimestre à comparer à 25 millions d'euros au troisième trimestre 2013.

**Les autres entités du Groupe à l'international** présentent globalement un excédent de collecte par rapport aux crédits distribués au 30 septembre 2014, avec 10,7 milliards d'euros de collecte bilan pour un montant de crédits bruts s'élevant à 10,1 milliards d'euros. La répartition géographique du produit net bancaire affiche une contribution des entités européennes hors Cariparma de 20% tandis que les entités situées en Afrique et Moyen-Orient contribuent pour 15%. Leur contribution au résultat net part du Groupe s'élève à 15 millions d'euros au troisième trimestre 2014.

### 3. PÔLE GESTION DE L'ÉPARGNE ET ASSURANCES

Le pôle Gestion de l'épargne et Assurances comprend la gestion d'actifs, les assurances, la banque privée et les services financiers aux institutionnels.

Au 30 septembre 2014, les encours gérés du pôle s'élèvent à 1 229 milliards d'euros, en hausse de 85 milliards d'euros par rapport au 31 décembre 2013. Cette progression résulte d'une collecte très dynamique qui va de pair avec un effet marché positif. Hors effet marché et change de près de 55 milliards d'euros, cette hausse ressort à plus de 29 milliards d'euros, dont plus de 22 milliards d'euros sur la gestion d'actifs et près de 6 milliards d'euros sur l'assurance épargne/retraite.

Le résultat net part du Groupe du pôle s'élève, ce trimestre, à 398 millions d'euros, en hausse de 4,2% par rapport au même trimestre de l'année précédente. Pour les neuf premiers mois de l'année, il atteint 1 159 millions d'euros, réalisé à 67% par l'activité assurances épargne/retraite et 24% par la gestion d'actifs.

(en millions d'euros)	T3-14	Variation T3/T3	9M-14	Variation 9M/9M
Produit net bancaire	1 242	+1,1%	3 796	+0,4%
Charges d'exploitation	(642)	+5,2%	(1 913)	+3,6%
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>600</b>	<b>(2,9%)</b>	<b>1 883</b>	<b>(2,6%)</b>
Coût du risque	(2)	ns	(47)	ns
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>598</b>	<b>(3,7%)</b>	<b>1 836</b>	<b>(5,0%)</b>
Sociétés mises en équivalence	4	x5,6	12	+8,0%
Gains/pertes sur autres actifs	1	ns	7	ns
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>603</b>	<b>(3,1%)</b>	<b>1 855</b>	<b>(4,6%)</b>
Impôt	(167)	(18,3%)	(589)	(6,6%)
<b>Résultat net de l'exercice</b>	<b>436</b>	<b>+4,3%</b>	<b>1 266</b>	<b>(3,6%)</b>
Participations ne donnant pas le contrôle	38	+5,5%	107	(8,9%)
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>398</b>	<b>+4,2%</b>	<b>1 159</b>	<b>(3,1%)</b>

Dans le domaine de la **gestion d'actifs**, les actifs sous gestion d'Amundi s'élevaient à fin septembre 2014 à 844 milliards d'euros, en hausse de 8,6% par rapport à fin décembre 2013. La collecte nette s'élève à 22,3 milliards d'euros sur les neuf premiers mois de l'année, dont 9,6 milliards d'euros au troisième trimestre 2014. Elle a porté pour 25,8 milliards d'euros sur des actifs longs (dont 8,1 milliards d'euros au troisième trimestre 2014) grâce notamment à l'obligataire, à l'indiciel et aux ETF. Amundi affiche également de bonnes performances à l'international avec une collecte de 14,4 milliards d'euros, notamment en Europe et en Asie. Tous les segments de clientèle à l'exception des réseaux France ont contribué à cette performance, notamment les institutionnels et grandes entreprises (+13,5 milliards d'euros), les distributeurs tiers (+7,3 milliards d'euros), et les réseaux internationaux (+3,3 milliards d'euros). Sur les réseaux France, la décollecte continue à ralentir. Elle s'élève à -1,8 milliard d'euros sur les neuf premiers mois de l'année. Hors monétaire, la décollecte est de seulement -0,2 milliard d'euros sur la même période, dont +0,1 milliard d'euros au troisième trimestre 2014. L'effet marché et change s'élève, quant à lui, à 44,5 milliards d'euros sur la même période.

Portée par cette bonne dynamique commerciale, l'évolution favorable des marchés financiers, et un niveau particulièrement élevé ce trimestre de commissions de surperformance, le produit net bancaire augmente de 20,9% entre le troisième trimestre 2013 et le troisième trimestre 2014 pour atteindre 420 millions d'euros. Les charges restent quant à elles maîtrisées, en hausse de seulement 3,6% sur la même période hors les entités nouvelles aux Etats Unis (Smith Breeden), en Pologne et aux Pays-Bas. Le coefficient d'exploitation s'améliore ainsi de 6,6 points en douze mois pour s'établir à 49,7% au troisième trimestre 2014. Au total, le résultat net part du Groupe d'Amundi s'établit à 109 millions d'euros au troisième trimestre 2014, et 276 millions d'euros pour les neuf premiers mois de l'année.

Amundi poursuit sa stratégie de développement à l'international. A ce titre, elle a annoncé en octobre, sous réserve des autorisations réglementaires usuelles, l'acquisition de la société de gestion autrichienne Bawag Invest auprès de la banque Bawag PSK, et un partenariat de distribution concomitant avec la banque qui compte 1,6 million de clients particuliers. Par ailleurs, Amundi a ouvert des entités en Thaïlande et à Zurich au cours du troisième trimestre 2014.

En ce qui concerne les Services financiers aux institutionnels, **CACEIS** renforce de nouveau ce trimestre le niveau des encours sous gestion. Les encours conservés progressent de 6,3% en douze mois pour atteindre 2 377 milliards d'euros à fin septembre 2014, intégrant un effet de marché favorable. Par ailleurs, portés par la conquête de nouveaux clients ce trimestre et le renouvellement pour 5 ans du mandat CNP Assurances au trimestre dernier, les encours administrés s'élevaient à 1 363 à fin septembre 2014, en hausse de 5,1% sur la même période.

Les résultats de CACEIS sont stables depuis le début de l'année, toujours pénalisés par la baisse de la marge d'intérêt par rapport à 2013. Ce repli s'explique par la baisse continue tant des liquidités que des *spreads* et la hausse parallèle de la part des titres *HQLA* faiblement rémunérés. Le résultat net part du Groupe s'établit ainsi à 19 millions d'euros au troisième trimestre 2014 comme aux premier et deuxième trimestres, en baisse de 43,0% sur douze mois.

L'activité **Banque privée** bénéficie d'une collecte positive au troisième trimestre 2014 grâce à une forte dynamique commerciale. Les encours gérés progressent de 5,7% depuis fin décembre 2013 pour atteindre près de 140 milliards d'euros au 30 septembre 2014, incluant un effet marché positif.

Sur le périmètre France, les encours, à 63,6 milliards d'euros, sont en augmentation de 3,1% par rapport au 30 septembre 2013. A l'international, où la Banque privée a ouvert une succursale en Italie au cours du trimestre, la hausse est de 6,7% pour atteindre 76,1 milliards d'euros.

Le résultat net part du Groupe du troisième trimestre 2014 s'établit à 20 millions d'euros, en baisse de 16,1% par rapport au troisième trimestre 2013.

Le chiffre d'affaires de **Crédit Agricole Assurances** s'élève à 7,2 milliards d'euros au troisième trimestre 2014, en hausse de 18,6% par rapport au troisième trimestre 2013. Il atteint près de 22,7 milliards d'euros sur les neuf premiers mois de l'année, soit une progression de 12,4% par comparaison avec la même période de 2013.

(en millions d'euros)	T3-14	Variation T3/T3	9M-14	Variation 9M/9M
Produit net bancaire	476	(8,3%)	1 580	+0,2%
Charges d'exploitation	(153)	+8,5%	(456)	+6,4%
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>323</b>	<b>(14,5%)</b>	<b>1 124</b>	<b>(2,1%)</b>
Coût du risque	(1)	ns	(1)	ns
Gains ou pertes nets sur autres actifs	-	ns	-	ns
Impôt	(72)	(43,5%)	(343)	(10,1%)
<b>Résultat net de l'exercice</b>	<b>250</b>	<b>(0,4%)</b>	<b>780</b>	<b>+1,7%</b>
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>250</b>	<b>(0,6%)</b>	<b>778</b>	<b>+1,6%</b>

L'activité en Epargne / retraite a connu une croissance dynamique avec un chiffre d'affaires de 5,9 milliards d'euros au troisième trimestre 2014, en hausse de 22,0% en un an. Sur les neuf premiers mois de l'année, il atteint près de 18,0 milliards d'euros, contre 15,7 milliards d'euros en 2013 (+14,3%).

En France, le chiffre d'affaires trimestriel progresse de 6,5% par rapport à l'année précédente, alors que le troisième trimestre 2013 représente une base de comparaison élevée. A l'international, le Groupe enregistre une hausse de 77,1% de son chiffre d'affaires, hausse à laquelle l'Italie apporte une contribution particulièrement forte. Le chiffre d'affaires de CA Vita augmente de 109,1% au troisième trimestre 2014 par rapport au troisième trimestre 2013 et de 78,3% si l'on compare les neuf premiers mois de 2014 avec ceux de 2013. Le marché italien est quant à lui en croissance de 33% sur les huit premiers mois de 2014 par rapport à la même période de 2013 (source IAMA).

La collecte nette en Epargne Retraite Prévoyance s'élève à 6,7 milliards d'euros sur 9 mois hors effet de marché, dont 3,8 milliards d'euros en France.

En **Epargne/retraite**, les encours Epargne/retraite sont en hausse de 5,5% sur un an et atteignent 245,1 milliards d'euros fin septembre 2014, dont 198,8 milliards d'euros pour les contrats en euros (+4,6% sur un an) et 46,3 milliards d'euros pour les contrats en unités de compte (+9,4% sur un an), qui représentent 18,9% du total (+0,7 point sur un an).

Pour le pôle **Prévoyance / santé / emprunteur**, le chiffre d'affaires s'établit à 844 millions d'euros au troisième trimestre 2014, contre 814 millions d'euros en 2013 (+3,7%). Sur les 9 premiers mois de l'année, il s'élève à près de

2,8 milliards d'euros, soit une augmentation de 4,4% comparé à la même période de 2013. La Prévoyance / santé poursuit son développement (+5,3% en un an au troisième trimestre 2014). En Assurance Emprunteur, le chiffre d'affaires est en hausse de 2,3% par rapport au troisième trimestre 2013 grâce au crédit habitat.

Le chiffre d'affaires de l'**Assurance dommages** est toujours en progression élevée. Il atteint 485 millions d'euros au troisième trimestre 2014, en croissance de 8,3% par rapport au troisième trimestre 2013, et à plus de 1,9 milliard d'euros depuis fin décembre 2013, soit une progression de 7,4% par comparaison avec la même période de 2013. Le ratio combiné<sup>1</sup> (net de réassurance) est toujours bien maîtrisé, à 95,6% pour les neuf premiers mois de 2014, en dépit d'événements climatiques répétés depuis le début de l'année.

Le résultat net part du Groupe du pôle Assurances atteint 250 millions d'euros au troisième trimestre 2014, apportant une contribution stable par rapport au troisième trimestre 2013, en dépit de la baisse du produit net bancaire notamment due à une moindre externalisation de plus-values de portefeuille, des taxes sur le chiffre d'affaires et de frais de développement des assurances collectives. Sur neuf mois, le résultat net part du Groupe s'établit à 778 millions d'euros, en hausse de 1,6% en un an.

#### 4. PÔLE SERVICES FINANCIERS SPÉCIALISÉS

(en millions d'euros)	T3-14	Variation T3/T3*	9M-14	Variation 9M/9M*
Produit net bancaire	648	(11,8%)	2 012	(8,1%)
Charges d'exploitation	(333)	(6,6%)	(997)	(5,1%)
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>315</b>	<b>(16,7%)</b>	<b>1 015</b>	<b>(10,9%)</b>
Coût du risque	(252)	(24,2%)	(795)	(28,5%)
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>63</b>	<b>+38,4%</b>	<b>220</b>	<b>x7,9</b>
Sociétés mises en équivalence	39	+28,8%	107	+16,2%
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>102</b>	<b>+35,3%</b>	<b>327</b>	<b>x2,7</b>
Impôt	(10)	(65,1%)	(58)	+1,2%
Rés. net des activités arrêtées	-	(98,6%)	(9)	ns
<b>Résultat net de l'exercice</b>	<b>92</b>	<b>+72,5%</b>	<b>260</b>	<b>x3,2</b>
Participations ne donnant pas le contrôle	17	ns	27	ns
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>75</b>	<b>+17,5%</b>	<b>233</b>	<b>+78,6%</b>

\* retraité du passage en IFRS5 d'entités nordiques CACF et de l'application d'IFRS11 aux joint-ventures et partenariats automobiles

Le pôle **Services financiers spécialisés** enregistre un résultat net part du Groupe de 75 millions d'euros au troisième trimestre 2014 contre 63 millions un an plus tôt, soit une hausse de 17,5%. En ligne avec la baisse des encours par rapport à l'année précédente, le produit net bancaire du pôle enregistre une baisse de 11,8% par rapport au troisième trimestre 2013 à 648 millions d'euros. Les charges sont en recul de 6,6% par rapport au troisième trimestre 2013. Enfin, le coût du risque poursuit sa baisse, -24,2% par rapport au même trimestre de l'année précédente.

En **Crédit à la consommation**, les encours gérés restent quasiment stables, atteignant 68,7 milliards d'euros à comparer à 69,0 milliards au 30 juin 2014. Cette stabilisation se confirme depuis le début de l'année 2014, en excluant la sortie effective de 400 millions d'encours relatifs à des entités nordiques cédées au premier trimestre. La

<sup>1</sup> Ratio (Sinistralité + frais généraux) / Cotisations. Concerne Pacifica.

répartition géographique de ces encours reste quasi inchangée par rapport aux trimestres précédents, avec 37,3% des encours localisés en France, 33,5% en Italie et 29,2% dans les autres pays. Les encours consolidés, à 34,1 milliards d'euros, enregistrent une baisse de 10,4% par rapport au 30 septembre 2013, résultant essentiellement des cessions réalisées sur la période. Les partenariats automobiles progressent de 4,8% sur un an pour atteindre 18,1 milliards d'euros à fin septembre 2014. Les encours gérés pour les sociétés du Groupe Crédit Agricole sont quasiment stables sur un an et s'établissent à 12,2 milliards d'euros au 30 septembre 2014.

Dans le même temps, CACF poursuit le renforcement de son taux d'autofinancement qui progresse de 9 points par rapport au 30 septembre 2013 pour s'établir à 58,5%. Ces bons résultats s'appuient sur le succès confirmé de la collecte en Allemagne par CACF (passeport européen) qui progresse de 31,2% par rapport à fin juin 2014, pour dépasser 690 millions d'euros au 30 septembre 2014, et sur l'émission de 750 millions d'euros d'EMTN par FGAC au cours du trimestre.

Le produit net bancaire de CACF s'élève à 520 millions d'euros au troisième trimestre 2014, en baisse de 3,1% par rapport au deuxième trimestre 2014. Le recul est de 14,0 % par rapport au troisième trimestre 2013, en raison de la baisse des encours sur un an et de l'augmentation des coûts de financements. Les charges d'exploitation reculent de 7,7% au troisième trimestre 2014 par rapport au troisième trimestre 2013, sous l'effet des plans d'efficacité opérationnelle et des mesures d'optimisation des frais de recouvrement. Le coût du risque du crédit à la consommation s'établit à 230 millions d'euros, en baisse de 26,0% par rapport au troisième trimestre 2013, reflétant une baisse de 38,6% chez Agos Ducato, les autres entités du groupe CACF étant quasiment stables (-1,8%). Il représente 252 points de base sur encours, en légère baisse par rapport au trimestre précédent (-4 points de base), et en fort retrait par rapport au troisième trimestre 2013 (-64 points de base). Le coût du risque d'Agos Ducato s'établit quant à lui à 125 millions d'euros au troisième trimestre 2014 et contribue à hauteur de 64 points de base au coût du risque sur encours totaux du crédit à la consommation (252 points de base). Le taux de créances dépréciées d'Agos Ducato s'élève à 13,6 % à comparer à 12,6% au trimestre précédent avec un taux de couverture sur créances dépréciées (y compris provisions collectives) toujours très élevé à 98,7%. Cette poursuite de l'amélioration du risque chez Agos Ducato permet à la filiale de maintenir sa capacité bénéficiaire.

La contribution des sociétés mises en équivalence enregistre une hausse sensible par rapport au troisième trimestre 2013, +28,8% pour atteindre 39 millions d'euros au troisième trimestre 2014, reflétant les performances des partenariats automobiles.

Au total, le résultat net part du Groupe de CACF ressort à 53 millions d'euros, en hausse de 9,8% sur un an.

Les métiers du **crédit-bail et de l'affacturage** voient évoluer de façon différenciée leurs encours en fonction des activités et des zones géographiques. La tendance baissière se poursuit sur le crédit-bail en France (-3,6% par rapport au 30 septembre 2013), se traduisant par une baisse de 2,1% des encours totaux sur un an à 15,7 milliards d'euros. Inversement, les encours augmentent de 2,3% sur la même période en crédit-bail à l'international (4,0 milliards d'euros) et le chiffre d'affaires factoré augmente de 8,0% à 15,1 milliards d'euros à fin septembre, intégrant une hausse de 4,7% sur la France (9,5 milliards d'euros).

Le produit net bancaire de CAL&F s'élève à 128 millions d'euros, en léger retrait par rapport au troisième trimestre 2013, - 1,2%, sous l'effet de la baisse de l'encours de crédit-bail en France. Les charges enregistrent un recul un peu supérieur, -2,5% sur la même période. Le résultat brut d'exploitation ressort ainsi en hausse de 0,7% par rapport au troisième trimestre 2013. Le coût du risque est quasi stable à 22 millions d'euros. Après un impôt de 10 millions d'euros contre 16 millions au troisième trimestre 2013, le résultat net part du Groupe de CAL&F s'élève ce trimestre à 22 millions d'euros, en hausse de 40,8% par rapport au troisième trimestre 2013.

## 5. PÔLE BANQUE DE FINANCEMENT ET D'INVESTISSEMENT

Au troisième trimestre 2014, le résultat net part du Groupe de la **Banque de financement et d'investissement** ressort à 241 millions d'euros. Après retraitement des couvertures de prêts (+13 millions d'euros en résultat net part du Groupe) et de l'effet du DVA courant (-17 millions d'euros en résultat net part du Groupe), le résultat net part du Groupe s'élève à 245 millions d'euros ce trimestre.

La contribution de la banque de financement à ce résultat net part du Groupe retraité\* s'élève à 190 millions d'euros (contre 195 millions d'euros au troisième trimestre 2013) et celle de la banque de marché et d'investissements à 42 millions d'euros (contre -40 millions d'euros au troisième trimestre 2013).

Le résultat des activités en cours d'arrêt ressort à 13 millions d'euros sur le troisième trimestre 2014, à comparer à une perte de 21 millions au troisième trimestre 2013.

### Total Banque de financement et d'investissement (y compris activités en cours d'arrêt)

(en millions d'euros)	T3-14	T3-14*	T3-13	T3-13*	Variation T3*/T3*
Produit net bancaire	941	949	850	897	+5,6%
<i>Dont Banque de financement</i>	550	530	511	511	+3,8%
<i>Dont Banque de marché et d'investissement</i>	362	390	327	374	+4,0%
<i>Dont Activités en cours d'arrêt</i>	29	29	12	12	x2,3
Charges d'exploitation	(578)	(578)	(568)	(568)	+1,6%
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>363</b>	<b>371</b>	<b>282</b>	<b>329</b>	<b>+12,6%</b>
Coût du risque	(65)	(65)	(127)	(127)	(48,9%)
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>298</b>	<b>306</b>	<b>155</b>	<b>202</b>	<b>+51,1%</b>
Sociétés mises en équivalence	50	50	35	35	+50,1%
Gains/pertes sur autres actifs	3	3	(1)	(1)	ns
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>351</b>	<b>359</b>	<b>189</b>	<b>236</b>	<b>+52,4%</b>
Impôt	(105)	(108)	(80)	(97)	+9,9%
Résultat net des activités arrêtées ou en cours de cession	-	-	164	-	ns
<b>Résultat net</b>	<b>246</b>	<b>251</b>	<b>273</b>	<b>139</b>	<b>+82,3%</b>
Participations ne donnant pas le contrôle	5	6	7	5	+35,7%
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>241</b>	<b>245</b>	<b>266</b>	<b>134</b>	<b>+83,9%</b>

\* Retraité des couvertures de prêts, impacts DVA courant et impacts liés aux courtiers en 2013  
NB : pour les données 2013, UBAF présentée selon la nouvelle application de IFRS 11

Les revenus de la **banque de financement** s'élevèrent à 530 millions d'euros au troisième trimestre 2014, après retraitement de l'impact des couvertures de prêts (en hausse de +3,8% par rapport au troisième trimestre 2013). En banque commerciale, les revenus atteignent 235 millions d'euros (en hausse de 2,2% par rapport au troisième trimestre 2013) grâce à une progression de la marge d'intérêt et un bon volume d'activité, notamment sur l'activité de *Trade Finance*. En financements structurés, les bonnes performances des revenus sur la période (295 millions d'euros, soit une hausse de 5,0% par rapport au troisième trimestre 2013), sont tirés par l'*Acquisition Finance* et *Aéronautique & Rail* avec une hausse des commissions. Le produit net bancaire sur un an glissant hors non récurrent rapporté à la consommation trimestrielle de liquidité moyenne atteint 2,43% au troisième trimestre 2014, contre 2,31% au troisième trimestre 2013.

Crédit Agricole CIB maintient ses positions de leader sur les activités de syndication en France (première place<sup>1</sup>). Il se positionne également en deuxième position en Europe de l'Ouest et sur la zone EMEA<sup>1</sup> et à la troisième place<sup>1</sup> en syndication de prêts aux entreprises sur la zone EMEA. Crédit Agricole CIB se tient à la troisième place<sup>1</sup> en tant qu'arrangeur dans les financements de projets sur la zone EMEA. Crédit Agricole CIB conserve par ailleurs son rang de leader mondial sur le financement aéronautique<sup>2</sup>.

Les revenus de la **banque de marché et d'investissement** s'élevèrent à 390 millions au troisième trimestre 2014, après retraitement de l'impact du DVA courant, en progression de 4,0% par rapport au troisième trimestre 2013.

A 355 millions d'euros ce trimestre, les revenus des activités de *Fixed Income* progressent de +6,9% par rapport au troisième trimestre 2013, portés par les bonnes performances de la Trésorerie et la légère progression des activités de Crédit qui compensent le retrait sur les autres segments pénalisés par un mois d'août faible.

CACIB conserve sa première position en tant que teneur de livres sur l'offre de convertibles en France<sup>1</sup> et en tant que teneur de livres sur l'activité de titrisation en Europe ABCP<sup>3</sup>. Par ailleurs, CACIB passe de la troisième à la première place mondiale sur les émissions obligataires supranationales et conserve son troisième rang mondial sur les émissions obligataires des agences en euros<sup>1</sup>. CACIB est leader sur le marché des *green bonds*<sup>4</sup> avec l'arrangement d'opérations innovantes : Abengoa (1<sup>er</sup> *Green High Yield* en Europe), MHB (1<sup>er</sup> *ESG covered bonds*), l'*European Investment Bank (Green Bond* de 12 ans) et les opérations inaugurales de KfW (1,5 milliard d'euros) et de l'Agence Française de Développement (1 milliard d'euros).

La banque d'investissement affiche un repli ce trimestre (-16,7% par rapport au troisième trimestre 2013) en raison notamment d'un faible mois d'août. Les revenus s'élevèrent à 35 millions d'euros. CACIB maintient sa troisième place pour les opérations de fusions-acquisitions achevées avec une participation française<sup>1</sup>.

La VaR reste à un niveau très faible de 5 millions d'euros au 30 septembre 2014 (6 millions d'euros en moyenne sur le troisième trimestre 2014).

Les charges de la **Banque de financement et d'investissement** enregistrent une hausse de 1,6% entre le troisième trimestre 2013 et le troisième trimestre 2014.

Au troisième trimestre 2014, le coût du risque se traduit par une dotation nette de 65 millions d'euros, en baisse par rapport au troisième trimestre 2013 (127 millions d'euros). Des dotations individuelles non significatives ont été passées sur un nombre limité de dossiers.

La quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence s'établit à 50 millions d'euros au troisième trimestre 2014 contre 35 millions d'euros au troisième trimestre 2013, grâce aux bons résultats de Banque Saudi Fransi.

Pour mémoire, la ligne de résultat net des activités arrêtées ou en cours de cession intégrait au troisième trimestre 2013 l'impact de la plus-value de cession de CLSA et le projet de cession de la participation de 50% dans le groupe Newedge.

Au final, le résultat net part du Groupe du troisième trimestre 2014 de la **Banque de financement et d'investissement** s'élève à 245 millions d'euros après retraitement des couvertures de prêts et de l'effet du DVA courant.

---

<sup>1</sup> Source : Thomson Financial

<sup>2</sup> Source : Air Finance Database

<sup>3</sup> Source : CPWare

<sup>4</sup> Source : Climate Bond Initiative

## 6. ACTIVITES HORS METIERS

(en millions d'euros)	T3-14	Variation T3/T3	9M-14	Variation 9M/9M
<b>Produit net bancaire</b>	<b>(347)</b>	<b>(30,6%)</b>	<b>(1 483)</b>	<b>(15,5%)</b>
<i>dont coûts de financement</i>	<i>(637)</i>	<i>+19,2%</i>	<i>(1 901)</i>	<i>+18,7%</i>
<i>dont Switch*</i>	<i>(192)</i>	<i>+77,8%</i>	<i>(565)</i>	<i>+73,3%</i>
<i>dont gestion financière</i>	<i>81</i>	<i>(53,1%)</i>	<i>259</i>	<i>x 4,1</i>
<i>dont spreads émetteurs</i>	<i>65</i>	<i>ns</i>	<i>(220)</i>	<i>(59,6%)</i>
<i>dont autres</i>	<i>144</i>	<i>+27,7%</i>	<i>379</i>	<i>+15,7%</i>
Charges d'exploitation	(213)	(9,8%)	(652)	(2,4%)
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>(560)</b>	<b>(23,9%)</b>	<b>(2 135)</b>	<b>(11,9%)</b>
Coût du risque	(65)	ns	29	(59,3%)
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>(625)</b>	<b>(14,6%)</b>	<b>(2 106)</b>	<b>(10,4%)</b>
Sociétés mises en équivalence	(9)	ns	24	ns
Gains/pertes sur autres actifs	(1)	ns	4	ns
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>(635)</b>	<b>(8,7%)</b>	<b>(2 078)</b>	<b>(12,9%)</b>
Impôts	306	(8,7%)	889	(3,3%)
<b>Résultat net</b>	<b>(329)</b>	<b>(8,8%)</b>	<b>(1 189)</b>	<b>(18,9%)</b>
Participations ne donnant pas le contrôle	22	(34,5%)	78	(33,0%)
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>(351)</b>	<b>(10,9%)</b>	<b>(1 267)</b>	<b>(19,9%)</b>

\* Y compris rémunération de l'avance d'actionnaires et des T3CJ au T3-13

Au troisième trimestre 2014, le produit net bancaire du pôle s'établit à -347 millions d'euros, contre -500 millions d'euros au troisième trimestre 2013. Il intègre notamment ce trimestre le coût des volets 1 et 2 du Switch pour -192 millions d'euros (-108 millions d'euros au troisième trimestre 2013 y compris la rémunération de l'avance d'actionnaires et des T3CJ), la meilleure couverture du risque inflation (qui avait pesé pour 50 millions d'euros au troisième trimestre 2013), l'amélioration structurelle de la marge de taux, ainsi que la variation de la juste valeur des obligations échangeables en actions d'Eurazeo pour 5 millions d'euros (-41 millions d'euros au premier trimestre 2014 et +23 millions d'euros au deuxième trimestre 2014). Pour mémoire, le produit net bancaire du troisième trimestre 2013 comprenait des éléments non récurrents : +143 millions d'euros de plus-value de cession Bankinter et +76 millions d'euros de plus-values sur cessions de portefeuilles. Le *spread* émetteur de Crédit Agricole CIB et celui lié aux contrats d'assurances en UC ont un impact de +65 millions d'euros au troisième trimestre 2014 à comparer à une perte de 252 millions d'euros un an auparavant. Au total, le produit net bancaire hors *spreads* émetteurs s'élève à -412 millions d'euros au troisième trimestre 2014, à comparer aux -467 millions d'euros au troisième trimestre 2013, hors *spreads* émetteurs, la plus-value de cession Bankinter et les plus-values sur cessions de portefeuilles.

Les charges d'exploitation diminuent de 9,8% par rapport au troisième trimestre 2013. Elles sont en baisse de 1,4% en excluant la provision de 20 millions d'euros passée au troisième trimestre 2013 au titre du plan de départs volontaires sur le pôle Crédit Agricole Immobilier.

Le coût du risque, à 65 millions d'euros, intègre ce trimestre une dotation au titre des provisions juridiques générales.

Le résultat net part du Groupe s'élève ainsi à -351 millions d'euros au troisième trimestre 2014 (et à -393 millions d'euros hors impacts des *spreads* émetteur).

## RÉSULTATS CONSOLIDÉS DU GROUPE CRÉDIT AGRICOLE

L'encours de crédit clientèle du Groupe s'établit à 705 milliards d'euros au 30 septembre 2014. Les Caisses régionales, LCL et les entités de la Banque de proximité à l'international ont augmenté leur collecte bilan de 2,8% par rapport au 30 septembre 2013 pour atteindre 484 milliards d'euros. En termes de ressources, les dettes envers la clientèle au bilan représentent 625 milliards d'euros.

<i>(en millions d'euros)</i>	T3-14	Variation T3/T3	9M-14	Variation 9M/9M
<b>Produit net bancaire</b>	7 550	+1,3%	22 896	+1,0%
Charges d'exploitation	(4 772)	+0,2%	(14 275)	+0,3%
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	2 778	+3,2%	8 621	+2,3%
Coût du risque	(684)	(17,1%)	(2 331)	(20,6%)
<b>Résultat d'exploitation</b>	2 094	+12,1%	6 290	+14,5%
Sociétés mises en équivalence	82	(11,8%)	(445)	ns
Résultat net sur autres actifs	4	ns	7	(58,8%)
Variation de valeur des écarts d'acquisition	1	ns	-	(97,7%)
<b>Résultat avant impôts</b>	2 181	+11,2%	5 852	+3,2%
Impôts	(616)	(1,1%)	(1 999)	+11,7%
Résultat net d'impôt des activités arrêtées	-	ns	5	ns
<b>Résultat net</b>	1 565	+2,8%	3 858	(5,8%)
<b>Résultat net part du Groupe</b>	1 463	+2,1%	3 588	(6,6%)

Au troisième trimestre 2014, le groupe Crédit Agricole réalise un **produit net bancaire** de 7 550 millions d'euros, en hausse de 1,3% par rapport au troisième trimestre 2013. Les éléments non liés à l'activité (*spreads* émetteur, DVA courant et couvertures de prêts) s'élèvent à +57 millions d'euros à comparer à -299 millions d'euros au troisième trimestre 2013, qui intégrait par ailleurs une plus-value de 143 millions d'euros liée à la cession du solde de la participation du Groupe dans Bankinter.

Les **charges d'exploitation** présentent une hausse de 0,2% par rapport au troisième trimestre 2013 et de 0,3% par rapport aux neuf premiers mois de l'année 2013.

Le **coût du risque** est en recul de 17,1% par rapport au troisième trimestre de l'année 2013. Il s'établit à 34 points de base sur encours au troisième trimestre 2014 à comparer à 40 points de base au troisième trimestre 2013. Ce recul est particulièrement marqué en Banque de proximité en France et dans les métiers de financement (Services financiers spécialisés et Banque de financement et d'investissement).

Le résultat des **sociétés mises en équivalence** s'établit à 82 millions d'euros sur le trimestre, en baisse de 11,8% par rapport au troisième trimestre 2013.

Au total, le **résultat net part du Groupe** progresse de 2,1% à 1 463 millions d'euros contre 1 433 millions d'euros au troisième trimestre 2013.

\*\*\*\*\*

L'information financière de Crédit Agricole S.A. pour le troisième trimestre 2014 est constituée du présent communiqué de presse et de la présentation attachée. L'information réglementée intégrale, y compris le document de référence, est disponible sur le site Internet : <http://www.credit-agricole.com/Investisseur-et-actionnaire> dans l'espace "Information financière" et est publiée par Crédit Agricole S.A. en application des dispositions de l'article L. 451-1-2 du Code monétaire et financier et des articles 222-1 et suivants du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers (AMF).

Relations Presse	Relations Investisseurs +33 (0) 1 43 23 04 31
Anne-Sophie Gentil +33 (0)1 43 23 37 51	Denis Kleiber +33 (0)1 43 23 26 78
Charlotte de Chavagnac +33 (0)1 57 72 11 17	Nathalie Auzenat +33 (0)1 57 72 37 81
Alexandre Barat + 33 (0)1 43 23 07 31	Sébastien Chavane +33 (0)1 57 72 23 46
	Aleth Degrand + 33 (0)1 43 23 23 81
	Fabienne Heureux +33 (0)1 43 23 06 38
	Marie-Agnès Huguenin +33 (0)1 43 23 15 99
	Laurence Gascon +33 (0)1 57 72 38 63
	Aurélié Marboeuf + 33 (0)1 57 72 38 05

#### Avertissement

Les chiffres présentés au titre de la période de neuf mois arrêtée au 30 septembre 2014 ont été établis en conformité avec le référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union européenne et applicable à cette date. Ces informations financières ne constituent pas des états financiers pour une période intermédiaire, tels que définis par la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire » et n'ont pas été auditées.

Cette présentation peut comporter des informations prospectives du Groupe, fournies au titre de l'information sur les tendances. Ces données ne constituent pas des prévisions au sens du règlement européen n° 809/2004 du 29 avril 2004 (chapitre 1, article 2, § 10). Ces éléments sont issus de scénarii fondés sur un certain nombre d'hypothèses économiques dans un contexte concurrentiel et réglementaire donné. Par nature, ils sont donc soumis à des aléas qui pourraient conduire à la non-réalisation des projections et résultats mentionnés.

De même, les informations financières reposent sur des estimations notamment lors des calculs de valeur de marché et des montants de dépréciations d'actifs. Le lecteur doit prendre en considération l'ensemble de ces facteurs d'incertitudes et de risques avant de fonder son propre jugement.